Rapport annuel 2015
Rapport annuel 2015

PROGRAMME ONUDC-OMD DE CONTROLE DES CONTENEURS - RAPPORT DE SITUATION 2015
Le Programme de contrôle des conteneurs de l’ONUDC-OMD tient à remercier le *UK Border Force* (Royaume-Uni) pour le soutien apporté dans le cadre de l’élaboration du présent rapport.

 Clause de non-responsabilité

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement les points de vue ou politiques de l’ONUDC et de l’OMD ou des organisations participantes et n’implique aucunement leur approbation.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n’impliquent aucune prise de position de l’ONUDC ou de l’OMD quant au statut juridique des pays, territoires ou villes ou leurs autorités, ni au tracé de leurs frontières ou limites.

Cette publication n’a pas été revue par les services d’édition.

Publiée par l’OMD.
Table des matières

Liste des abréviations ................................................................. 5
Récapitulatif ................................................................. 7
Mission et objectifs du Programme de contrôle des conteneurs ........................................ 9
Accomplissements en 2015 ......................................................... 10
Point de mire : l'Asie du Sud-Est ........................................ 18
Enseignements tirés en 2015 ......................................................... 20
Marche à suivre : 2016 et au-delà ......................................................... 20

Annexe A : Évaluations régionales et nationales ........................................ 21
Annexe B : Entretiens ................................................................. 28
Annexe C : Organisation et structure du PCC ........................................ 30
Annexe D : Activités du PCC ................................................................. 31
Liste des abréviations

Les abréviations suivantes ont été utilisées dans le présent Rapport annuel :

ADM  Armes de destruction massive
CITES Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction
COPES Pratiques opérationnelles douanières en matière de lutte contre la fraude et de saisies
DPI Droits de propriété intellectuelle
EXBS Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières
INECE Réseau international pour la conformité et l’application environnementales
NRBCE Nucléaire, radiologique, biologique, chimique et explosif
OMD Organisation mondiale des douanes
ONUDC Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PCC Programme de contrôle des conteneurs
SCF Système de ciblage du fret
SYDONIA Système douanier automatisé
UCP Unité de contrôle portuaire
L'année 2015 a constitué une année de croissance continue pour le Programme de contrôle des conteneurs (PCC) de l'ONUDC-OMD, qui a notamment inauguré des Unités de contrôle portuaire (UCP) au Bangladesh, en Bosnie-et-Herzégovine, en Géorgie, en Jordanie, au Népal, en Thaïlande et au Vietnam, ainsi que la première unité de contrôle du fret aérien à l'aéroport de Karachi au Pakistan. L'année 2015 a également vu une augmentation continue du nombre d'utilisateurs du système ContainerCOMM de l'OMD et la mise en œuvre du Système de ciblage des conteneurs de l'OMD dans plusieurs pays concernés par le PCC. Le Programme a également pris des mesures proactives visant à avancer sur le front de l'intégration des genres en lançant le Réseau des femmes du PCC.

Le Programme propose une formation théorique et pratique ainsi que des formations plus spécialisées, recouvrant notamment les Pratiques opérationnelles douanières en matière de lutte contre la fraude et de saisies (COPES), qui constituent une initiation à la conduite d'enquêtes et aux techniques de traitement des éléments de preuve. En parallèle, le Programme a continué de proposer des formations sur les Droits de propriété intellectuelle (DPI) et sur la Convention sur le commerce international espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Il a également lancé des ateliers et des formations sur les marchandises stratégiques et à double usage. Le Programme a également mené un examen des technologies de balayage dans lequel on peut trouver une série de recommandations majeures visant à améliorer l'utilisation d'outils non intrusifs pour le contrôle des conteneurs.


Le PCC s'attache en outre à nouer de meilleures relations avec le secteur privé, en particulier avec les opérateurs portuaires et les compagnies maritimes. Ces relations sont essentielles au succès à long terme du Programme et permettent de garantir que le commerce légitime passe effectivement par les douanes, tout en permettant de cibler les cargaisons à haut risque.

Programme de contrôle des conteneurs : Mission et objectifs

Mission

La mission du Programme de contrôle des conteneurs (PCC) consiste à renforcer les capacités des pays qui s’efforcent d’améliorer les normes de sécurité et de facilitation des échanges, ainsi que les contrôles à leurs frontières.

Objectifs du PCC

1. Aider les gouvernements des pays participants à établir et maintenir des contrôles efficaces des conteneurs, qui serviront non seulement à prévenir le trafic de stupéfiants et d’autres activités illicites, mais également à faciliter les échanges licites et à protéger les recettes aux frontières ;
2. Établir et maintenir des Unités de contrôle portuaire (UCP) et équiper et former les douaniers et autres agents des services de lutte contre la fraude des moyens nécessaires pour identifier et contrôler les conteneurs de fret à haut risque, tout en garantissant une intervention minimale afin de ne pas interrompre les échanges et les activités commerciales licites ;
3. Faire en sorte que toutes les UCP aient régulièrement accès aux services d’experts et de tutorat et soient encouragées à établir des partenariats et à tisser des liens avec les opérateurs commerciaux et le secteur privé ;
4. Favoriser une coopération plus étroite et encourager l’élaboration de mécanismes efficaces de partage de l’information entre les pays participant au PCC et avec la communauté des douanes et de la police aux frontières au sens large ; et

Pour les pays participant au Programme, le PCC renforce les capacités à profiler, cibler et inspecter les conteneurs utilisés pour transporter des marchandises illicites. Il s’agit notamment des stupéfiants, des marchandises stratégiques et à double usage, des produits forestiers et de la criminalité liée aux espèces sauvages et des marchandises violant les droits de propriété intellectuelle.
Accomplissements en 2015

En 2015, le Programme a poursuivi et son développement, comme en témoigne l’Annexe A, qui met en avant des rapports nationaux et régionaux et fournit un panorama plus complet des activités et accomplissements du Programme.

Expansion du Programme
Cette année a vu la création de nouvelles UCP dans plusieurs villes, notamment :


Résultats
Comme lors des années précédentes, les activités du Programme ont généré des résultats impressionnants. En 2015, les UCP ont procédé à des saisies de stupéfiants allant jusqu’à 26 173 kg de cocaïne et 440 kg d’héroïne, mais aussi à de nombreuses saisies d’autres stupéfiants, y compris de cannabis et de drogues synthétiques. Le PCC a également procédé à des saisies de marchandises violant les droits de propriété intellectuelle, de cigarettes et d’espèces forestières et sauvages menacées.

Saisies du PCC dans le monde en 2015 par catégorie

<table>
<thead>
<tr>
<th>MARCHANDISE</th>
<th>QUANTITÉ</th>
<th>SAISIES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>COCAÏNE</td>
<td>26 173 KG</td>
<td>85</td>
</tr>
<tr>
<td>HEROÏNE</td>
<td>440 KG</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>OPIUM</td>
<td>76 KG</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td>CANNABIS (RÉSINE DE CANNABIS, HUILE DE CANNABIS, FUEILLES DE CANNABIS)</td>
<td>3 679 KG</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>PRÉCURSEURS CHIMIQUES</td>
<td>56 360 KG</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>SUBSTANCES PSYCHOTROPES</td>
<td>177 KG</td>
<td>4</td>
</tr>
<tr>
<td>MEDICAMENTS</td>
<td>43 702 KG DE TRAMADOL PLUS DE 1 000 000 000 COMPRIMES, PLUS DE 573 KG DE STIMULANT SEXUEL ET DES QUANTITÉS MOYENNES D’AUTRES MEDICAMENTS</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>CIGARETTES</td>
<td>PLUS DE 100 000 520 MILLIONS DE CIGARETTES ET PLUS DE 23,44 TONNES DE TABAC</td>
<td>18</td>
</tr>
<tr>
<td>DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE / MARCHANDISES CONTRAFAITES</td>
<td>UN GRAND NOMBRE DE MARCHANDISES, Dont PARFUMS, MAQUILLAGE, VÊTEMENTS, CHAUSSURES, SAC À MAIN, MONTRES, JOUETS, TéléPHONES, ORDINATEURS, ETC.</td>
<td>30</td>
</tr>
<tr>
<td>CRIMES LIÉS À LA FORÊT, AUX ESPÈCES SAUVAGES ET À L’ENVIRONNEMENT</td>
<td>1 825 KG D’IVOIRE D’ÉLEPHANT 4 000 KG D’ÉCAILLES DE PANGOLIN BOIS PROTEGE / 6 CONTENEURS MARCHANDISES ISSUES DE LA CRIMINALITÉ LIÉE AUX ESPÈCES SAUVAGES, DONT CONCOMBRES DE MER ET AUTRES ESPÈCES MARINE, GAZ R22, DÉCHETS ÉLECTRONIQUES ET MARCHANDISES DANGEREUSES POUR L’ENVIRONNEMENT</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>ARMES</td>
<td>7 ARMES À FEE, 3 FUSILS, 1 Mitrailleur</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td>MARCHANDISES STRATÉGIQUES</td>
<td>ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE (QUALITÉ MILITAIRE)</td>
<td>4 CONTENEURS</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Il ne suffit pas de procéder à la saisie

Les Unités de contrôle portuaire (UCP) du Panama et les autorités belges ont procédé à plusieurs essais pilotes de livraisons surveillées avec l’entière participation des Parquets nationaux des deux pays. Ces techniques d’enquête spécialisées sont les outils utilisés par les services de lutte contre la fraude pour détecter et démanteler les organisations criminelles. Les UCP du Panama, le Procureur fédéral du Panama, la police fédérale belge, les douaniers belges et le parquet général belge ont ainsi mené une action coordonnée.

La possibilité de mener des opérations de livraison surveillée est également en cours de discussion avec les autorités compétentes de l’Equateur. Plusieurs pays européens se sont par ailleurs déclarés intéressés par une coopération et une coordination d’opérations de ce type avec les UCP.

Afrique orientale

L’Ouganda est devenu le premier pays de la région de l’Afrique orientale à rejoindre officiellement le PCC. Durant l’année écoulée, l’ONUDC et le gouvernement de l’Ouganda ont joint leurs efforts pour lancer le Programme afin de soutenir le pays dans sa lutte contre le trafic illicite. Le Protocole d’accord entre l’ONUDC, l’autorité fiscale, la police et l’Autorité en matière de faune et de flore de l’Ouganda a été signé le 3 décembre 2015.

Le Kenya et la Tanzanie devraient eux aussi signer un Protocole de ce type et donc rejoindre officiellement le Programme en 2016.

Jordanie

La Jordanie est le premier pays du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord à rejoindre le PCC en mettant en place une unité inter-organisations dans le port d’Akaba. Depuis l’entrée en service de l’unité au 1er septembre 2015, d’importantes saisies de stupéfiants illicites et de marchandises contrefaites ont eu lieu. La Jordanie lancera également en 2016 la mise en œuvre du PCC-Air.

A l’ouverture de la Réunion régionale, le Directeur général du Département de la sécurité publique de Jordanie a salué les efforts du PCC et s’est déclaré fier du fait que la Jordanie soit un pays pionnier dans la région.
Formation

En 2015, le Programme a élargi son vivier de formateurs en nommant notamment un formateur spécialisé dans le fret aérien et un autre spécialisé dans le commerce stratégique. Cette mesure a impliqué la livraison de nouveaux kits de formation destinés aux fonctionnaires des UCP. Le Programme a également entamé des travaux sur la création d’un centre de formation pratique sur conteneurs et d’inspection nécessaires dans un environnement de formation réaliste et concret. D’autres pays envisagent eux aussi de mettre en place des centres de formation de ce type.

Au total, le Programme a dispensé des formations, fourni des services de tutorat et organisé des visites d’étude pour plus de 1600 agents de lutte contre la fraude en 2015.

Une formation destinée aux spécialistes COPES et axée sur le traitement de base des éléments de preuve et la gestion du lieu du crime a également été proposée. Deux événements de Formation sur le Commerce stratégique et le Contrôle des exportations ont été organisés en partenariat avec le Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières du ministère américain des Affaires étrangères et avec la formation à l’identification des marchandises du ministère américain de l’Energie, à Bakou et à Vienne, respectivement. L’événement de Bakou a offert un panorama régional aux Etats d’Asie centrale et à l’Azerbaïdjan, tandis que l’événement de Vienne a reçu des participants du Pakistan. La formation a permis aux participants d’améliorer leur capacité à détecter, dissuader, prévenir et combattre le trafic d’Armes de destruction massive (ADM) et de substances nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques et explosives (NRBCE).

Le Programme a également organisé des cours d’anglais et des formations en informatique, le cas échéant. Des ateliers de formation avancée sur les espèces sauvages ont par ailleurs été organisés dans des UCP d’Afrique occidentale (Bénin, Ghana, Sénégal et Togo), en Asie du Sud-Est (Thaïlande et Vietnam) et en Afrique orientale (Kenya et Ouganda). Une formation avancée sur les précurseurs chimiques a été organisée au Bangladesh et au Ghana. Dans le cadre de la formation de suivi et de tutorat qui s’est tenue à Haiphong (Vietnam), le PCC a collaboré avec le Réseau international pour la conformité et l’application environnementales (INECE) pour organiser un atelier de trois jours consacré à la détection et à l’inspection des chargements illicites de déchets. Les formateurs du PCC ont par ailleurs dispensé une formation à l’équipe locale sous l’égide de l’Initiative de sécurité des conteneurs des Etats-Unis, basée en République dominicaine.

Le programme a poursuivi sa politique de tutorat auprès de tous les UCP dans toutes les régions qu’il recouvre. Une telle disposition permet de garantir l’actualisation permanente des compétences fournies par les formations. Les visites d’étude se sont poursuivies en 2015 et ont inclus des visites d’agents au départ des UCP de République dominicaine, de Géorgie et du Sri Lanka à destination de Rotterdam (Pays-Bas) et d’Anvers (Belgique). Des fonctionnaires des UCP du Ghana ont réalisé des visites d’étude à Felixstowe (Royaume-Uni) et des fonctionnaires sénégalais se sont rendus au Havre (France). L’équipe de l’UCP de Bosnie-et-Herzégovine a approfondi sa coopération avec les autorités slovènes au cours d’une visite à Koper (Slovénie).
Formation de tutorat à l'Unité conjointe de contrôle des conteneurs de fret en Bosnie-et-Herzégovine sur le renforcement des capacités opérationnelles

Du 1er au 5 juin 2015, l’OMD a organisé en Bosnie-et-Herzégovine une formation de tutorat d’une semaine à l’Unité conjointe de contrôle des conteneurs de fret (UCCCF) qui opère dans le cadre du PCC. Cette formation s’est tenue au point de passage frontalier/à la douane de Bijjača, le centre des opérations de l’UCCCF.

Pendant cette formation de tutorat, une attention particulière a été accordée à l’étude de tous les aspects des opérations de l’UCCCF et à sa participation quotidienne à l’analyse des risques, au profilage des conteneurs à haut risque, à l’obtention des informations pré-arrivées et au partage d’expériences et de bonnes pratiques au niveau régional. Parmi les questions abordées, l’application de méthodes de travail contemporaines aux opérations douanières, l’organisation du travail, l’utilisation des canaux d’information et les indicateurs de risque présentent un intérêt particulier pour les travaux de l’UCCCF.

Cet événement avait pour objectif de renforcer encore davantage les capacités de l’unité et de contribuer à la sécurité générale le long de la frontière de Bosnie-et-Herzégovine. Il se fonde sur la méthodologie et la structure de formation éprouvées du PCC et repose sur l’expérience et les bonnes pratiques du programme dans le domaine des opérations douanières, notamment en matière d’échange de données, de méthodes et systèmes d’analyse des risques et d’organisation de contrôles douaniers/frontaliers efficaces et fonctionnels.

Evénements de formation et participants

<table>
<thead>
<tr>
<th>Modalité</th>
<th>Homme</th>
<th>Femme</th>
<th>Numéro d’événements</th>
<th>Nombre participants*</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Formation théorique de base</td>
<td>372</td>
<td>42</td>
<td>20</td>
<td>16</td>
</tr>
<tr>
<td>Formation pratique de base</td>
<td>129</td>
<td>9</td>
<td>11</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>Visite d’étude/Visite d’échange</td>
<td>85</td>
<td>10</td>
<td>19</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>Formation spécialisée/avancée</td>
<td>280</td>
<td>32</td>
<td>20</td>
<td>12</td>
</tr>
<tr>
<td>Tutorat/Formation de suivi</td>
<td>479</td>
<td>59</td>
<td>48</td>
<td>26</td>
</tr>
<tr>
<td>Formation diverse</td>
<td>81</td>
<td>19</td>
<td>10</td>
<td>7</td>
</tr>
<tr>
<td>Initiatives du secteur privé</td>
<td>39</td>
<td>4</td>
<td>3</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>1,465</td>
<td>175</td>
<td>131</td>
<td>47</td>
</tr>
</tbody>
</table>

* selon le lieu de la formation

Le Programme a dispensé des formations, fourni des services de tutorat et organisé des visites d’étude pour plus de 1600 agents des services de lutte contre la fraude en 2015.
**ContainerCOMM**

ContainerCOMM est l’outil de communication en temps réel de l’OMD ; il permet l’échange d’informations et la coopération et facilite le ciblage des conteneurs entre les UCP. Son emploi s’est étendu à 95 pays et à trois organisations internationales et concerne plus de 1200 utilisateurs enregistrés. À l’échelle mondiale, ce système facilite également la communication entre les agents chargés du ciblage des conteneurs et les profileurs de risque dans de nombreux pays ne participant pas au PCC.


**Examen de la technologie de balayage**

En 2015, le Programme a entrepris un examen des technologies et techniques actuellement employées dans les ports et aéroports de l’Equateur, du Pakistan et du Panama. Cet examen comprend une évaluation de l’efficacité opérationnelle et des procédés de balayage des administrations dotées de ce matériel.

Des recommandations ont été formulées quant au type et à la durée de vie des équipements de balayage et à la pertinence de leur utilisation dans différents environnements portuaires. Ce rapport formule également des conseils concernant l’amélioration des procédures, la coopération avec les exploitants des ports et aéroports et l’offre de formation à l’intention des agents utilisant ces appareils. Ces recommandations seront appliquées par le Programme en 2016.

**Entretien avec Morten Johansen, Directeur exécutif, DP World Caucedo, République dominicaine**

Avez-vous perçu un changement depuis la création de l’Unité de contrôle portuaire dans le port de Caucedo ?

Oui, tout à fait. Nous avons assisté à un recours accru aux renseignements et à la mise en œuvre d’un système de profilage des risques visant à identifier les marchandises contrefaites et le trafic de drogue. Nous avons également assisté à une amélioration de la coordination entre les services. Parallèlement à une hausse des saisies de marchandises illicites, on a également constaté que le nombre d’inspections a diminué et que la facilitation des échanges commerciaux s’est accrue.

Lorsque vous parlez du port de Caucedo et de votre entreprise, DP World, est-ce que vous mentionnez également l’existence d’une unité de contrôle des conteneurs dans le port ?

Oui. DP World est consciente des progrès que l’Unité de contrôle des conteneurs a permis en matière de contrôles aux frontières et de sécurité. Nous parlons également de l’unité dans les présentations de DP World Caucedo élaborées à l’attention de nos parties prenantes et de nos clients. Cela démontre très clairement l’importance que revêt l’unité pour DP World Caucedo ainsi que la valeur ajoutée qu’elle apporte à notre compagnie.

Souhaitez-vous ajouter autre chose ?

Je voudrais ajouter que, selon nous, le recours aux renseignements est le meilleur outil disponible pour lutter contre la contrefaçon et le trafic de drogues.
PCC-Air

L’année 2015 a vu le lancement du PCC-Air, avec la première formation dispensée à l’UC(A)P (Unité de contrôle aéroportuaire) de l’aéroport international Jinnah de Karachi (Pakistan). Comme leurs homologues implantés dans des ports de conteneurs maritimes, cette unité et les suivantes disposent du personnel et de l’équipement nécessaires au profilage et à l’inspection systématiques du fret aérien.

L’évaluation des besoins de l’UC(A)P de l’aéroport international Jinnah a été réalisée en février 2015. Elle a permis d’identifier plusieurs domaines dans lesquels le Programme pourrait collaborer avec le gouvernement du Pakistan pour mettre à profit les résultats obtenus et poursuivre le renforcement des contrôles du fret aérien à Karachi. Il a donc été convenu que la première UC(A)P du Programme devait être implantée à Karachi. Les membres de l’UC(A)P ont été sélectionnés au sein de l’Administration fédérale des recettes fiscales (douanes) et de la Force anti-stupéfiants. De même, les futures unités se composent d’agents issus de différents organismes, recouvrant des bureaux de douanes, des services de lutte contre la fraude et d’autres agences de sécurité. La formation théorique initiale s’est tenue en novembre ; la formation pratique et le tutorat de suivi sont quant à eux prévus pour début 2016.

Coopération avec le secteur privé

La bonne compréhension et le respect des rôles et fonctions des différentes parties prenantes de la chaîne logistique du fret sont essentiels au bon fonctionnement des contrôle aux frontières. L’organisation d’ateliers proposés au secteur privé et aux organisations locales dans les pays partenaires du Programme assure que des liens plus forts et plus étroits continuënt de se tisser, renforçant ainsi l’efficacité des UCP tout en facilitant l’activité du secteur privé.

En 2015 par exemple, le Comité de direction du Programme en Albanie a maintenu en son sein des représentants du secteur privé pour pouvoir débattre de la nouvelle législation et d’autres questions liées au commerce et formuler des conseils en la matière. Cette structure a contribué à faire reconnaître que la relation existant entre l’UCP et le secteur privé est essentielle au succès du Programme.

Le Programme continuera à nouer et consolider ces relations avec les principales parties prenantes du secteur privé, plus particulièrement avec les opérateurs de terminaux et les compagnies maritimes. Les échanges commerciaux se trouvent facilités par la conjugaison des deux facteurs suivants : l’amélioration de l’accès aux données et informations relatives aux opérations portuaires, qui permet à son tour de renforcer la capacité de l’UCP à cibler les cargaisons à haut risque d’une part et, de l’autre, des inspections de fret mieux coordonnées et plus rapides. Les ateliers facilitent par ailleurs le dialogue concernant les intérêts et défis communs et permettent d’aborder le thème de l’amélioration des processus.

« La Stratégie d’engagement du Canada dans les Amériques envisage un hémisphère plus prospère, sûr et démocratique. Notre priorité est de soutenir les efforts déployés par les pays des Amériques en matière de lutte contre le crime organisé transnational et de dissuader les criminels d’utiliser les États de la région comme pays d’origine ou de transit dans le cadre d’un trafic illicite de marchandises et de drogues illicites.

Le Canada et l’ONUDC-OMD, par l’intermédiaire du Programme de contrôle des conteneurs (PCC), aident les autorités nationales des pays des Amériques à faire en sorte que les activités de leurs citoyens, de leurs entreprises et de leurs chaînes logistiques ne soient pas compromises par des activités ou trafics illicites ni par la corruption. Dans le cadre du PCC, les fonctionnaires de la sécurité et les services de lutte contre la fraude et de douane reçoivent des formations et des outils leur permettant de renforcer leur capacité à partager des données critiques et à adopter des processus uniformes en matière d’opérations de contrôle des conteneurs.

L’ambassade du Canada au Panama considère que le PCC au Panama est essentiel à la protection du commerce maritime légitime à l’échelle mondiale. »

Ambassadeur du Canada au Panama
Réseau des femmes du PCC

La nouvelle initiative « Réseau des femmes » a été inaugurée en août 2015 à Vienne. Au sein d’un cadre sensible aux valeurs culturelles, le Réseau des femmes du PCC vise à promouvoir le professionnalisme et le leadership pour accroître la participation des femmes dans le Programme.

A l’heure actuelle, les femmes représentent environ 12 % des fonctionnaires des UCP du Programme. Toutefois, la participation des femmes varie considérablement selon les régions : dans certains pays, les UCP ne sont pas dotées de fonctionnaires féminins, tandis qu’en Afrique occidentale, 22 % des membres des UCP sont des femmes. Traditionnellement, les services de lutte contre la fraude sont dominés par les hommes, c’est pourquoi le Réseau vise chercher à neutraliser les stéréotypes liés au genre qui entravent la progression des femmes et privent les programmes tels que le PCC de précieux talents.

Parmi les actions à entreprendre, le Réseau des femmes du PCC se propose :

1. d’encourager les UCP du Programme à intégrer des femmes fonctionnaires en appliquant plusieurs mesures telles que des critères de recrutement sensibles au genre et des heures de travail souples ;
2. de créer un réseau de soutien visant à renforcer les capacités des femmes travaillant dans les UCP par la mise en œuvre d’initiatives spécifiques d’accompagnement et de partage d’informations ou de ressources ;
3. d’introduire un module de sensibilisation lié au genre dans le kit de formation standard du PCC pour le personnel masculin et féminin des UCP ;
4. de définir des indicateurs de genre pour évaluer l’impact des interventions.

Objectifs de développement durable


En renforçant les capacités de contrôle aux frontières des pays bénéficiaires en vue d’un profilage et d’une inspection plus efficaces des conteneurs de fret, le Programme contribue non seulement à lutter contre le crime organisé transnational et le terrorisme, mais facilite également le commerce légitime, favorisant ainsi un développement économique durable.

Les ODD soulignent par ailleurs l’importance de l’égalité d’accès des femmes et des jeunes filles à l’éducation et au travail, ainsi que la nécessité d’impliquer les hommes dans ces engagements. En créant un Réseau des femmes, le PCC intensifie ses efforts de collaboration avec les pays hôtes visant à recruter davantage de femmes dans les Unités de contrôle portuaire et à garantir l’influence et le rôle du personnel féminin au sein du Programme.

« Pour l’Administration des douanes du Panama, la mise en œuvre du Programme de contrôle des conteneurs offre à toutes les autorités concernées la précieuse occasion de travailler ensemble dans l’intérêt de notre sécurité nationale. La forte hausse des saisies de drogue dans les principaux ports du pays et les mesures de contrôle sur les marchandises sensibles aux activités criminelles (telles que les violations des droits de propriété intellectuelle, les crimes contre les ressources naturelles protégées et les matériaux à double usage) sont le fruit de la formation continue que l’équipe a reçue de l’ONUDC. »

Directeur général de l’Administration douanière de Panama
« Vu le volume des échanges commerciaux du royaume actuellement transporté par conteneurs maritimes, la création de l’Unité de contrôle portuaire d’Akaba apporte une solution à la grande complexité de la situation politique dans la région, où opèrent de nombreux trafiquants et contrebandiers malveillants. La formation et l’équipement systématiques de certains agents de douanes et des services de lutte contre la fraude concernés pour assurer un fonctionnement de l’UCP fondé sur des techniques de gestion des risque se révèle une fois encore être la méthodologie adéquate pour maintenir un équilibre entre la facilitation du commerce licite et le contrôle des opérations illicites.

Cette initiative conjointe de l’OMD et l’ONUDC incarne la façon dont les organisations internationales et les administrations douanières collaborent et se coordonnent afin d’encourager le commerce légitime à travers le monde et de protéger les nations et les sociétés du commerce illicite et des activités criminelles. »

Directeur général de l’Administration douanière de la Jordanie
Point de mire : l’Asie du Sud-Est

Détecter, dissuader, prévenir et combattre. Ces quatre verbes simples s’articulent dans le Paragraphe opérationnel 3(c) de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies pour décrire une obligation incombant aux agents de contrôle aux frontières visant à prévenir le trafic de marchandises à juste titre considérées comme les plus dangereuses : les Armes de destruction massive (ADM) sous la forme de substances nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques et explosives (NRBCE).

Bien que la Résolution soit elle-même puissante, elle ne contient aucune indication sur ce qui constitue une mise en œuvre effective. En outre, malgré des avancées significatives en matière de sensibilisation et de présentation de rapports générés par la Résolution 1540 au niveau stratégique, les progrès réalisés au niveau des opérations de première ligne ont été limités.


Une fois reconnu l’abyssal écart de compétence entre les capacités des États membres à saisir des marchandises illicites dans la chaîne logistique conteneurisée, l’ONUDC et l’OMD ont lancé le Programme de contrôle des conteneurs. Ce Programme travaille depuis plus de dix ans avec ces mêmes agents de contrôle aux frontières pour obtenir des résultats remarquables et réaliser des saisies au-delà des attentes. Avec le soutien initial du Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières du ministère américain des Affaires étrangères et, plus récemment, avec une contribution importante du Programme de partenariat mondial d’Affaires mondiales Canada, le PCC est désormais en mesure de contribuer plus directement à l’exigence imposée par les États membres consistant à détecter, dissuader, prévenir et combattre le trafic d’ADM et de substances NRBCE en Asie du Sud-Est.

Le point de vue d’un donateur

Depuis sa création en 2002, le Programme de partenariat mondial du Canada (PPM) a investi plus d’un milliard de dollars canadiens dans des projets concrets visant à réduire la menace pesant sur la sécurité mondiale sous l’effet de la prolifération des armes de destruction massive (ADM). Un élément clé du mandat du PPM repose sur les efforts à déployer pour renforcer la mise en œuvre de la Résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU). Le Canada soutient résolument les efforts de l’ONUDC en faveur de la mise en œuvre de la Résolution 1540 au niveau mondial, en fournissant notamment une assistance technique aux États pour les aider à effectuer des contrôles nationaux efficaces en vue de prévenir le trafic et le courtage illicites d’ADM, ainsi que de pister les livraisons et le matériel connexe.

Jusqu’à présent, le PPM a octroyé plus de 7 millions de dollars canadiens au Programme mondial de contrôle des conteneurs (PCC) destinés au financement des activités découlant de la Résolution 1540. Les contributions du Canada à travers le PPM ont soutenu l’action du PCC en Asie du Sud-Est et au Pérou. Au travers de ces initiatives, le Canada et l’ONUDC joignent leurs efforts pour éviter que les marchandises à double usage (en particulier les substances nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques et explosives, NRBCE) ne contribuent à la prolifération par le transit illicite des conteneurs maritimes. Les activités de formation du PCC renforcent les capacités nationales de lutte contre la fraude dans le but de détecter, d’identifier et de prévenir le trafic illicite de substances NRBCE et de contrer le crime organisé transnational ainsi que les acteurs terroristes. Ce faisant, le PCC contribue également à renforcer et à promouvoir les activités commerciales licites et légitimes.

Le PPM du Canada est attaché à son partenariat permanent et constructif avec l’ONUDC ; il a également conscience du rôle majeur joué par le PCC dans les efforts mondiaux de prévention du trafic illicite d’armes de destruction massive et des matières connexes.
Outre le Vietnam, l’Indonésie (à gauche) et la Thaïlande (à droite) ont officiellement ouvert des UCP.

Le Canada a versé une contribution à huit des dix pays de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ASEAN) et la composante Asie du Sud-Est du PCC a été inaugurée en août 2014 lors d’une réunion "de lancement".

Après une période de mise en œuvre intensive, le Vietnam a été le premier pays à ouvrir officiellement son Unité de contrôle portuaire du PCC :

« Le risque que des armes de destruction massive, des matériaux qui les composent ou des systèmes de livraison tombent dans de mauvaises mains demeure un risque évident. Aucun pays et aucune région n’est à l’abri de l’impact potentiel de cette menace, dans la mesure où des pays proliférateurs et des acteurs non étatiques continuent de profiter des systèmes du commerce international légitime pour acquérir illégalement ces marchandises. Nous devons travailler collectivement et avec diligence pour lutter contre cette menace mondiale » : Mme Ayesha Rekhi, Chargée d’affaires à l’ambassade du Canada à l’occasion de la cérémonie de signature.

Entre le lancement en août 2014 du PCC en Asie du Sud-Est et fin décembre 2015, 83 activités majeures ont été menées par l’équipe du Programme, allant d’une journée d’ateliers de sensibilisation du secteur privé à des cours de formation de deux semaines dans huit pays. Les ports d’Asie du Sud-Est du PCC représentent un débit total de plus de 30 millions de conteneurs et constituent à ce titre le plus grand site du portefeuille mondial du PCC.

En 2015, parmi les saisies des Unités de contrôle portuaire d’Asie du Sud-Est à travers la région, on trouvait déjà des véhicules volés, des contréfions de cigarettes, de la méphamphétamine, des produits alimentaires non autorisés et des équipements de qualité militaire incorrectement étiquetés comme des articles ménagers. Plusieurs enquêtes sont toujours en cours.

Il est prévu que 2016 apportent de nouveaux résultats, dans la mesure où les formations s’orientent désormais davantage vers le domaine des contrôles commerciaux stratégiques, du double usage et de l’identification des marchandises. Le PCC s’accorde et travaille en synergie avec d’autres programmes et d’autres prestataires d’assistance technique dans ce domaine particulièrement important.

Le Programme tient à remercier Affaires mondiales Canada et le Programme de contrôle des exportations et de sécurité des frontières (EXBS) des États-Unis pour leur soutien financier et, plus récemment, le Gouvernement australien pour leurs contributions au PCC en Asie du Sud-Est. Il y a lieu d’espérer qu’avec de nouveaux résultats encourageants en 2016, d’autres ports rejoindront le PCC et déploieront la composante Fret aérien.

« Nous espérons sincèrement ne jamais ouvrir un conteneur maritime suspect et y trouver une arme de destruction massive. Malgré tout, si nous pouvons donner aux agents la capacité de détecter, dissuader, prévenir et combattre, il nous sera possible de réduire ce risque et de contribuer à faire de nos pays, nos régions et notre planète un endroit un peu plus sûr » : Coordonnateur du Programme PCC pour l’Asie du Sud-Est.
Une mise en œuvre mondiale implique que le Programme se trouve confronté à des défis de niveau variable d'une région à l'autre. Malgré tout, les facteurs de réussite d’une UCP restent souvent les mêmes.

Les éléments suivants font la différence entre les unités qui fonctionnent bien et celles qui sont moins efficaces :

- Le plein engagement des pays et organismes participants ;
- La disponibilité des ressources humaines nécessaires ;
- Une sélection prospective des fonctionnaires visant à assurer l’exécution complète du programme de formation et un exercice minimum au sein de l’unité ; et
- Un personnel motivé et soutenu par ses supérieurs.

Le PCC repose sur sa méthodologie de formation, qui comprend des visites régulières de suivi et de tutorat. Des examens internes ont démontré que ces actions sont essentielles au maintien de bons résultats et à la pérennité du programme. Le suivi rapproché et la présence sur le terrain d’experts de l’ONUDC et de l’OMD se poursuivront donc en 2016. Plusieurs UCP ont atteint des niveaux auxquels il est désormais indiqué d’introduire une formation avancée, portant notamment sur le commerce stratégique et le contrôle des exportations (ADM, marchandises à double usage, NRBCE, sanctions de la Résolution 1540, etc.). Un nouveau formateur sera nommé à cet effet en 2016. Le premier centre de formation au contrôle des conteneurs sera établi au Panama et aura pour vocation de développer les bonnes pratiques en matière de contrôle des conteneurs chez les membres des équipes des UCP de la région Amérique latine et Caraïbe. Un formateur du PCC sera par ailleurs basé à Panama en 2016 pour avoir accès aux capacités sur le terrain, dans cette région qui concentre le plus grand nombre de pays participants.

Dans de nouveaux domaines techniques, la possibilité de proposer une certification ISO relative à la sécurité de la chaîne logistique (ISO 28000) et de mener un projet pilote au Paraguay seront explorées. Les recommandations des évaluations de 2015 concernant les technologies de balayage seront appliquées l’année prochaine.
Annexe A : Rapports régionaux et évaluations nationales

Afghanistan

Malgré la complexité des conditions de sécurité nationale, les besoins techniques de différents lieux ont fait l’objet d’évaluations : Hairatan (province de Balkh, à la frontière de l’Ouzbékistan) ; Kaboul ; Shirkhan Bandar (province de Kunduz, à la frontière du Tadjikistan) et Torkham (province de Nangarhar, à la frontière du Pakistan). Ces évaluations ont identifié les interventions aux frontières, les possibilités de collaboration, la coopération avec le secteur privé et les besoins d’adaptation des UCP. L’UCP de Torkham a été inaugurée en novembre et a peu après procédé à une première saisie d’armes à feu.

Une nouvelle évaluation a été réalisée à Kaboul et a identifié certains besoins supplémentaires pour l’UCP créée en 2014. L’UCP de Kaboul se compose de fonctionnaires issus de trois services de lutte contre la fraude différents. L’unité a effectué plusieurs saisies liées à des infractions des droits de propriété intellectuelle et des detections de marchandises stratégiques. La formation s’est poursuivie avec l’organisation d’un événement mêlant la théorie et la pratique organisé pour 31 fonctionnaires. Cette manifestation s’est tenue en mai à Kaboul, à l’Académie de formation nationale des douanes d’Afghanistan. L’Allemagne a contribué au financement du matériel Hazmat ID 360, formation comprise.

L’UCP de Kaboul a en outre été équipée d’un accès Internet fiable, grâce auquel l’unité peut désormais accéder régulièrement à l’outil ContainerCOMM de l’OMD. Celui-ci a servi d’outil de communication lors d’un exercice de trois semaines organisé par l’OMD en juin et juillet sur les précurseurs chimiques couramment utilisés dans la fabrication d’engins explosifs improvisés (EEI). Un accès plus fiable facilitera également la mise en œuvre du système d’évaluation des risques SYDONIA, dont le développement se poursuivra une fois le PCC conclu et signé.

La signature en mars d’un accord permettant à l’UCP d’accéder aux documents accompagnant les conteneurs importés en Afghanistan, qui y transitent ou qui en sont exportés, a permis de renforcer le profilage des risques. Les agents en douane sont désormais habilités à donner accès à ces documents à des fins de profilage sans aucune restriction.
La mer Noire

La région dispose de deux UCP opérationnelles, toutes deux implantées en Géorgie. L’une a été créée en 2012 à Poti et repose sur une équipe de sept membres ; cette unité a renforcé sa présence au port de Batumi en se concentrant sur les chargements qui y transitent et en sont exportés et sur la circulation des ferries à destination de l’Union européenne et de l’Ukraine. L’autre unité a été créée officiellement en avril 2015 à Tbilissi et dispose d’une équipe de dix agents issus de l’Administration des recettes fiscales de Géorgie, de la Police des frontières et de la Police criminelle. Une UCP opérationnelle est également en cours d’établissement en Moldavie ; quatre bureaux de douane sont également prévus et deux agents de la police des frontières ont déjà reçu une formation. Bien que des retards aient été enregistrés, cette unité devrait ouvrir ses portes prochainement.

Le personnel formé de Géorgie, d’Arménie, d’Ukraine et de Moldavie peuvent accéder à ContainerCOMM et les unités opérationnelles de Géorgie utilisent régulièrement cet outil. Les données provenant du système aident les deux UCP de Géorgie à partager des informations avec toutes les UCP à l’étranger. Des discussions sont en cours concernant la mise en œuvre du Système de ciblage du fret de l’OMD, qui devrait profiter aux deux UCP, mais aussi à tous les ports de Géorgie.

L’année 2015 a été marquée par différents succès, dont la détection et la saisie de 19 488 doses de drogues synthétiques en mars, deux saisies de cocaïne en juillet, trois saisies de chaussures en mai et juin qui violaient les règlements en matière de DPI et plusieurs détections de marchandises faussement déclarées afin d’éviter le paiement des droits de douane. Grâce aux efforts déployés par l’UCP de Tbilissi sous la forme de recherches associées à une saisie d’héroïne effectuée en Bulgarie, l’UCP a finalement contribué à la saisie de 1,5 kg d’héroïne dissimulé dans les jantes d’un camion vide et de sa remorque, transportés par ferry en direction de la Bulgarie (l’enquête se poursuit).

En 2015, une formation théorique a été dispensée à 22 participants à Tbilissi et à 19 autre en Ukraine. Des formations pratiques ont respectivement été organisées en mai et en juin pour l’UCP de Tbilissi (Géorgie) et celle de Giurgiulesti (Moldavie), qui ouvrira bientôt ses portes. Tbilissi et Poti ont également suivi un programme de visites de suivi/tutorat tout au long de l’année. Des agents de l’UCP de Tbilissi ont été formés à l’utilisation du matériel d’identification de stupéfiants HazMatID360 reçu en don. Les UCP de Géorgie ont participé à des missions d’étude organisées à Rotterdam et au port de Vuosaari (Finlande). Pour conclure l’offre de formation de l’année, les deux unités ont suivi des formations de tutorat en Géorgie et en Moldavie.

Les efforts de mise en œuvre du PCC en Ukraine se sont poursuivis au travers de discussions constructives avec le Comité de direction national du PCC. Il est à espérer que la dynamique positive observée en fin d’année donnera lieu à la signature d’un Protocole d’accord au début de l’année 2016, permettant ainsi l’implantation d’une UCP dans la région d’Odessa, suivie de l’établissement d’un PCC-Air à Kiev plus tard dans l’année.
Asie centrale et Azerbaïdjan

Les pays participant au PCC dans la région sont l’Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l’Ouzbékistan. Le Kirghizistan a exprimé son souhait de rejoindre le PCC et l’ONUDC a offert au pays la possibilité de rejoindre le Programme. Des UCP sont déjà bien établies à Bakou et Astara (Azerbaïdjan), ainsi qu’à Turkmenbachy et Achgabat (Turkménistan). Des UCP ont ouvert leurs portes à Aqtau (Kazakhstan), Chukursay et Angren (Ouzbékistan) et Douchanbé-2 et Nijiny Pyanj (Tadjikistan).

Parmi les saisies les plus importantes, on peut citer les cas suivants : 33 tonnes d’acide sulfurique (fréquemment employé dans la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes) saisies en janvier à Nijiny Pyanj, 320 000 cigarettes dissimulées dans un envoi de sucre en provenance d’Afghanistan saisies en juillet à Nijiny Pyanj et 118,7 kg d’héroïne saisis en septembre à Aktau.


De plus, une formation de tutorat a été organisée en juin pour les agents du Turkménistan, en juillet pour les agents du Kazakhstan et en octobre pour les agents de l’Azerbaïdjan. En octobre, les agents ouzbeks du Centre national de contrôle des drogues et des douanes ont effectué une mission d’étude en Pologne. Enfin, les pays du PCC dans la région ont participé à un exercice pratique régional visant à renforcer la coopération et l’échange d’informations dans la région entre les États participants via ContainerCOMM.

En octobre, la durée du Programme a été revue à la hausse et les ministères des Affaires étrangères des pays participants ont été invités à donner un accord formel pour la poursuite jusqu’en 2018 du Segment régional du PCC.

Afrique de l'Est


En décembre 2015, l’Ouganda est devenue le dernier pays à rejoindre officiellement le Programme de contrôle des conteneurs. Des Protocoles d’accord ont également été mis au point pour le Kenya et la Tanzanie et sont en attente de signature en début d’année 2016.

Amérique latine et Caraïbe

Dans cette région, le PCC existe depuis la création du Programme en 2004 et est opérationnel dans les pays suivants :

- République dominicaine : Port de Rio Haina et Multimodal Caucedo ;
- Equateur : Port de Guayaquil (Contecon, TPG) et port de Bolivar à Machala ;
- Guatemala : Port de Quetzal et port de Barrios (couvrant Santo Tomas de Castillas) ;
- Guyane : Port de Georgetown ;
- Jamaïque : Port de Kingston et Port de Montego Bay ;
- Panama : Port de Balboa, Terminal international PSA, Port de Cristobal, Port de Manzanillo et Terminal de conteneurs Colon ;
- Paraguay : Asuncion couvrant les ports de Terport, Fenixet Cacupemi suivants ;
- Suriname : Port de New Haven.

Le Pérou est le dernier pays à avoir rejoint le PCC. Il est en bonne voie pour devenir opérationnel en 2016. Les saisies de 2015 comprennent plus de 25 tonnes de cocaïne, plus de 2,4 tonnes de cannabis, 56 conteneurs transportant des marchandises liées aux DPI, 6 conteneurs de bois protégé et 6,5 kg de concombres de mer, une espèce protégée. Outre ces résultats, de nombreuses alertes émanant des UCP de la région ont entraîné des saisies en Belgique, en Colombie, en République dominicaine, en Guyane, en Jamaïque et au Mexique.

Les formations dispensées incluent un événement théorique régional au Panama pour 40 agents en provenance de toute la région. Une gamme complète de formations de tutorat a en outre été organisée pour les agents de toute la région. Une formation spécialisée a inclus une formation de contrôle des armes nucléaires à Panama City pour les analystes de l’UCP, une formation sur les marchandises dangereuses, une formation sur les droits de propriété intellectuelle et une formation sur le matériel de détection des stupéfiants. La société Maersk Shipping Line a dirigé un séminaire sur ses opérations en Amérique latine. Des visites d’étude ont été organisées à Rotterdam et à Anvers pour les agents de la République dominicaine et du Suriname et en Albanie et au Monténégro par des agents des UCP de l’Equateur. Le Paraguay a quant à lui organisé une visite d’étude pour les agents des UCP du Bénin, du Ghana, du Sénégal et du Togo.

La possibilité pour toutes les UCP d'Amérique latine et des Caraïbes d’accéder à ContainerCOMM a entraîné une hausse du nombre des rapports sur les saisies. Le Bureau des douanes du Panama travaille en étroite collaboration avec la Chambre Maritime de Panama pour s’assurer que les données d’envoi utilisent un format susceptible d’alimenter le SCF de l’OMD.

Saisie de cocaïne dans le port de Quetzal, Guatemala ; Crédit photo : UCP Quetzal, Guatemala
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Malgré l’instabilité actuelle de la situation politiques et des conditions de sécurité dans la région, l’ONUDC collabore avec plusieurs pays qui ont exprimé leur souhait de rejoindre et de mettre en œuvre le Programme de contrôle des conteneurs et le Programme de fret aérien. La première réunion régionale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a eu lieu en décembre 2015 à Amman (Jordanie). Cette réunion a permis de sensibiliser les parties sur l’importance de mener de solides contrôles aux frontières afin de faciliter les flux commerciaux légitimes. Elle a également permis de souligner la nécessité de renforcer la coopération et la coordination au sein de la Région, mais aussi entre les pays.

Le 1er septembre, l’UCP du port d’Akaba (Jordanie) a été officiellement inaugurée avec un effectif de 11 agents. Ses activités comprennent : des cours d’anglais et une formation en informatique, l’achat de matériel de recherche, ainsi qu’une formation fondamentale et pratique. Les premières saisies ont été réalisées en octobre 2015 et ont consisté en 142 000 ampoules de Tramadex en provenance d’Inde, ainsi que 424 000 comprimés de stimulants sexuels prohibés en provenance de Chine. La mise en place du Programme en Jordanie a été rapide et l’UCP a déjà obtenu des résultats ; il est à espérer que ces derniers encourageront d’autres pays de la région à rejoindre le PCC. D’autres activités ont été organisées dans la région, dont une formation théorique dispensée à 17 agents des douanes des principaux ports du Maroc en mai.

Pakistan

Le Pakistan a été l’un des premiers pays à rejoindre le programme ; ses UCP sont opérationnelles depuis 2009. À l’heure actuelle, deux UCP sont implantées dans les ports de Karachi et Port Qasim et six unités de ports secs sont implantées à Islamabad, Faisalabad, Lahore, Multan, Sambrial et Sust.

En 2015, le Programme a organisé plusieurs événements de tutorat au Pakistan et trois événements spécialisés de formation axés sur les EEI pour les agents des différentes unités. Deux événements ont également eu lieu, couvrant la détection et l’interdiction des marchandises stratégiques à double usage, organisés en partenariat avec le Département américain de l’énergie.

Au total, les UCP du Pakistan ont saisi 301 kg d’héroïne, 76 kg d’opium, 107 kg de substances psychotropes et plusieurs sous-déclarations de valeur dans des envois de marchandises.

En plus de développer des capacités d’exécution dans les ports et les ports secs, le programme a inauguré la première Unité de contrôle du fret aérien à Karachi. Une évaluation des besoins a été réalisée au début de l’année à l’aéroport international Jinnah et un cours de formation théorique initiale a été dispensé en novembre. D’autres activités de formation auront lieu début 2016 et l’unité devrait être opérationnelle au début de l’année.
Asie du Sud

La région dispose d’UCP à Malé (Maldives), à Colombo (Sri Lanka) et à Chittagong (Bangladesh). Une évaluation des besoins techniques a été réalisée au port sec de Birganj au Népal. L’UCP devrait être opérationnelle au printemps 2016. Une évaluation préalable a été réalisée à l’aéroport de Colombo en préparation d’une évaluation complète l’année prochaine.

Les résultats incluent plusieurs infractions fiscales, dont l’une représente à elle seule 307 750 dollars américains de recettes fiscales détournés par le biais de marchandises faussement déclarées en avril. D’importantes saisies d’héroïne, de cocaïne et de cannabis ont également eu lieu. On notera en particulier une saisie de 185 kg de cocaïne liquide, détectée grâce à des informations fournies par le Royaume-Uni et qui constitue un excellent exemple de collaboration et de coopération.

Les formations dispensées cette année recouvrent des événements théoriques et pratiques pour les agents de l’UCP de Chittagong.

Asie du Sud-Est

En 2015, la mise en œuvre et la couverture du PCC ont poursuivi leur expansion en Asie du Sud-Est avec l’entrée de trois nouveaux pays (le Cambodge, le Myanmar et la RDP Laos), ajoutés au portefeuille et financés par des contributions publiques australiennes et canadiennes.

La région compte sept ports maritimes, un port fluvial et désormais un port sec. Ces sites du PCC enregistrent chaque année un flux de plus de 30 millions de conteneurs maritimes, ce qui en fait la plus grande région d’application du PCC en volume de conteneurs et l’expose du même coup à toute une série de menaces de commerce illicite à l’importation, à l’exportation et lors du transbordement.

En 2015, l’Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam ont tous trois achevé le kit de formation standard du PCC et créé des Unités opérationnelles de contrôle des ports/conteneurs. Les nouvelles unités ont déjà effectué des saisies notables de stupéfiants (la première saisie de méthamphétamine par une unité du PCC), de véhicules volés, de cornes de rhinocéros, d’ivoire, de cigarettes de contrefaçon et en particulier de trois récipients contenant des objets stratégiques de qualité militaire à destination de la Syrie, mais décrits comme des « articles ménagers ».


Les missions préliminaires et les évaluations portuaires ont toutes été réalisées dans les nouveaux pays (Cambodge, Laos et Myanmar), tous prêts à entamer les formations début 2016.

Le PCC inclue désormais huit des dix pays membres de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est (ASEAN) et devrait donc être en mesure d’apporter une contribution majeure à la sécurité régionale dans le cadre de la Communauté économique de l’ASEAN prévue pour début 2016.
Europe du Sud-Est

La région dispose d’UCP établies au port de Durrës (Albanie) et au port de Bar (Monténégro). L’UCP de Bijača (Bosnie-et-Herzégovine) est devenue pleinement opérationnelle début 2015. Une évaluation a également été effectuée au niveau du point de passage frontalier Qafë Thanë entre l’Albanie et l’ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM). Il a été convenu que l’UCP de Durrës fournirait un soutien et une formation à ses homologues de cette dernière.

Les résultats ont pris en compte la participation des régions à l’opération « Balkan Gate », ciblant les violations des DPI et aboutissant à la détection de 400 000 euros de marchandises contrefaites. Les UCP ont également saisi de la cocaïne, de l’héroïne, du cannabis, des armes à feu, des munitions, des produits dérivés du tabac, des voitures volées et de la fausse monnaie.


Afrique occidentale

Les villes de Cotonou (Bénin), de Lomé (Togo), de Dakar (Sénégal) et le port de Tema (Ghana) sont dotées d’UCP. En juillet 2015, l’UCP de Tema a mis en place un bureau de contrôle de la sécurité à l’exportation pour l’enregistrement des agents maritimes. L’enregistrement est ainsi devenu obligatoire pour que les agents maritimes puissent exporter à travers le port. Pour faciliter ce processus, l’Unité a reçu des agents et des équipements supplémentaires. La possibilité d’implanter une UCP dans le port sec de Bamako a également été discutée avec le Mali.


Des visites d’études à Asuncion (Paraguay), Felixstowe (Royaume-Uni) et au Havre (France) ont par ailleurs été organisées. Ces visites ont permis aux agents de s’informer sur la collecte de renseignements, le ciblage et le profilage des conteneurs et les outils et techniques de lutte contre la contrebande « rip off ». Parmi les visites d’échange interrégionales organisées, on peut citer celles des nouveaux agents de Dakar à Tema et des agents de Lomé à Cotonou.

La formation dispensée en 2015 s’est répartie sur l’ensemble des UCP et concentre sur la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, les drogues et les précurseurs chimiques. Une formation théorique de base a par ailleurs été organisée au Mali à l’intention de certains agents des services de lutte contre la fraude.
Annexe B : Entretiens

Entretien avec le Lieutenant général Aydin Aliyev du Service national des douanes : Président du Comité national des douanes de la République d'Azerbaïdjan

La relation entre le Comité national des douanes et le Bureau régional de l’ONUDC pour l’Asie centrale (ROCA) couvre presque une décennie. Comment évaluez-vous l’interaction entre nos organisations ?

Outre son caractère multidimensionnel, la coopération du Comité national des douanes de la République d’Azerbaïdjan avec l’ONUDC/ROCA revêt une importance capitale pour nous. J’ai toujours considéré que notre collaboration était très précieuse, et ce pour plusieurs raisons. J’amerai souligner le rôle du Programme ONUDC-OMD de contrôle des conteneurs (PCC), qui représente une partie essentielle de notre coopération. Un travail considérable est réalisé dans le cadre de ce programme, allant de l’organisation d’ateliers et de voyages d’étude à l’attribution de locaux aux bureaux de douane et à la fourniture d’équipements.

En notre qualité de Comité national des douanes, nous sommes intéressés par un élargissement de notre coopération avec ROCA. En assumant sa responsabilité dans la lutte contre le trafic de drogues illicites définie par la législation, le Comité a toujours accordé une attention particulière au développement de ses relations avec d’autres organisations, bien qu’il y ait encore beaucoup à faire dans ce sens. Différents outils permettent de lutter contre le trafic illicite de drogues, en particulier le profilage des envois à haut risque, le recours à des chiens de détection, divers moyens techniques et des techniques d’enquête.

L’Azerbaïdjan coopère activement avec le PCC. Comment évaluez-vous la mise en œuvre du programme en Azerbaïdjan ?


D’importants outils et équipements ont été fournis au Comité national des douanes et des formations spécialisées ont été organisées dans de nombreux domaines afin de faciliter l’identification rapide de matières dangereuses et d’autres marchandises illicites, un élément essentiel de la lutte contre le trafic. En vue de consolider le professionnalisme, les connaissances et les compétences, mais aussi de coordonner et de renforcer la coopération, des voyages d’étude ont été organisés à Vienne, Panama, Rotterdam, Achgabat, Almaty et au port de Poti et plusieurs cours de formation ont été dispensés à Bakou et Astara. Le Comité national des douanes a pour sa part fourni tout le soutien organisationnel nécessaire à ces activités. Des représentants du Comité et des autorités compétentes de plusieurs autres pays ont acquis une expérience et des connaissances en matière de profilage des conteneurs, de techniques d’inspection des conteneurs, de joints de conteneurs, de techniques « rip on » / « rip off », de détection des drogues, d’indicateurs de risque, de systèmes ContainerCOMM et CEN, de prévention du trafic de marchandises stratégiques illicites et de bonnes pratiques d’autres pays. Le réseau ContainerCOMM est utilisé activement.

Quelles tâches prioritaires doit remplir le Comité national des douanes dans le cadre de la lutte contre la drogue ?

La lutte contre le trafic illicite de drogues en Azerbaïdjan constitue une priorité nationale. La situation géographique de notre pays, qui se trouve au carrefour de l’Europe et de l’Asie, et la qualité du réseau de transport font de cette tâche une nécessité. Le troisième Programme national de lutte contre le trafic illicite des drogues, des substances psychotropes et de leurs précurseurs pour les années 2013 à 2018 est un succès actuellement mis en œuvre par le Comité national des douanes. Dans les années à venir, les priorités prévues consistent à encourager une coopération plus poussée avec des organisations internationales, des organismes publics compétents dans d’autres pays, des autorités et des organisations nationales actives dans ce domaine en Azerbaïdjan, mais aussi à renforcer l’échange de données, le professionnalisme de nos agents et enfin à mener davantage d’initiatives de renforcement des capacités à l’intention des instances douanières. Qu’est-ce qui a poussé l’Administration des recettes fiscales de Géorgie à rejoindre ce programme, étant donné que le PCC est davantage axé sur le commerce illicite que sur la perception des recettes ?

La Géorgie se situe à la croisée des chemins entre l’Europe et l’Asie et entre de grands marchés régionaux. Cela signifie qu’il est crucial...
Entretien avec le Directeur général, Giorgi Tabuashvili : Administration des recettes fiscales de Géorgie

pour nous de créer un environnement attractif qui sera sûr et sécurisé pour le commerce légal. C'est vrai que la perception des recettes constitue l'une de nos principales responsabilités, nous sommes investis de compétences diverses, en particulier dans le domaine du contrôle des frontières. D'une part, nous sommes tenus par la Constitution d'assurer la sûreté et la sécurité de nos citoyens ; d'autre part, la lutte contre le commerce illicite et la criminalité transfrontalière fait partie de nos engagements internationaux. Nous avons l'intention d'agir efficacement sur ces deux fronts.

En 2015, une seconde Unité de contrôle de port (sec) a été créée dans la capitale Tbilissi. Pourquoi avez-vous décidé d’ouvrir une deuxième unité en Géorgie, par ailleurs située en dehors d’une zone portuaire ? L’ouverture de l’UCP de Poti en 2012 nous a montré que permet la coopération inter-organisations entre les douanes, la police criminelle et la police des frontières. Tbilissi est un port d’importance majeure en termes de transit et de transbordement de marchandises par voie terrestre. Cette ville se situe à la croisée de l’Orient et de l’Occident, mais aussi du Nord et du Sud, elle constituait donc un endroit idéal pour ouvrir la deuxième UCP de Géorgie.


Selon vous, quels sont les avantages de la structure multi-organisations des Unités de contrôle portuaire en Géorgie ? La coopération et le travail collaboratif de la part de tous les organismes qui travaillent à l’UCP renforcent l’efficacité des activités de contrôle. Là où un organisme aura accès à des informations très précises, un autre disposera par exemple de pouvoirs de coercition. On peut donc observer que les activités se complètent et que les mesures se renforcent.

Plusieurs agents géorgiens ont participé à des visites d’étude dans les ports et les Unités de contrôle portuaire présentes dans d’autres pays. Pensez-vous que ces visites d’étude sont utiles ? Je souhaiterais à nouveau exprimer notre sincère gratitude envers l’OMD, l’ONUDC et les Administrations des douanes des États-Unis, du Pakistan, des Pays-Bas et de la Finlande pour leur soutien dans l’organisation de ces visites d’étude. Les activités de contrôle douanier et frontalier profitent énormément de la coopération internationale et ces visites aident à créer et renforcer les relations personnelles entre les agents, qui jouent parfois un rôle très important dans la prévention de la criminalité.

En tant que Directeur général de vos Unités de contrôle portuaire, quelles sont vos attentes pour ces trois prochaines années ? A ce stade, je crois que nous avons atteint l’un des objectifs les plus importants du Programme de contrôle des conteneurs : la coopération inter-organisations au niveau des deux UCP. A moyen terme, je souhaite que cette coopération permette des contrôles renforcés dans la lutte contre les mouvements illicites de stupéfiants, de marchandises à double usage, de matières dangereuses et d’autres produits illicites.


Plusieurs agents géorgiens ont été formés par des spécialistes du contrôle des conteneurs de l’OMD. Quel retour avez-vous eu sur cette formation de la part de vos agents ? Avant toute chose, permettez-moi d’exprimer, au nom de l’Administration des recettes fiscales de Géorgie et des autres organismes participant au PCC, notre sincère gratitude envers l’OMD et ses experts pour le professionnalisme dont ils ont fait preuve et des connaissances et compétences dont ils ont dotés nos agents. Nous avons reçu des commentaires très positifs sur les formations dispensées et nous avons établi d’excellentes relations de travail avec les formateurs. De plus, notre Administration soutient pleinement le projet de création du Centre régional de formation sur le contrôle des conteneurs en Géorgie. Sur le couloir de transport du du Caucase sud, la Géorgie occupe une situation clé entre l’Asie centrale et l’Europe. Nous sommes d’avis nous qu’il s’agit du meilleur emplacement pour le RCC-CTC. Les services de lutte contre la fraude de toute la région tireront un grand bénéfice de ce centre de formation.
Annexe C : organisation et structure du PCC

Le PCC a été créé en 2004 en vertu d’un partenariat entre l’ONUDC et l’OMD. La pierre angulaire du Programme est la création d’Unités de contrôle portuaire (UCP) inter-organisations dont la mission consiste à renforcer et maintenir les capacités afin de réaliser des évaluations des risques, des contrôles ciblés et des inspections de conteneurs.

**ONUDC**

L’ONUDC se charge de l’administration du Programme, de son amélioration permanente et de l’assurance de la qualité. Cette mission consiste notamment à lever des fonds et à s’engager auprès des bailleurs du Programme, mais aussi à coordonner les activités du PCC dans les pays participants, une tâche effectuée en partenariat avec l’OMD.

L’ONUDC est également responsable de l’établissement et du renforcement de la collaboration et de la coopération avec des organisations internationales, partenaires bilatéraux, partenaires et organisations du secteur privé, ainsi que d’autres agences des Nations Unies.


Grâce à ce réseau de Coordonnateurs du Programme, l’ONUDC et l’OMD assurent la réalisation d’activités courantes du PCC, dont la liaison avec des fonctionnaires publics, l’évaluation des besoins techniques et l’étroite coopération avec des institutions et organismes nationaux. Les Coordonnateurs élaborent également des Procédures opérationnelles permanentes (POP) et organisent des formations et des visites d’étude.

L’ONUDC dispose d’une équipe centrale de gestion du PCC dont le personnel est basé à Vienne, y compris le Coordonnateur principal du Programme.

**OMD**

Le succès du PCC est en grande partie lié aux activités de facilitation et d’exécution du programme de formation de l’OMD. Celles-ci comprennent des formations théoriques et pratiques ainsi que des visites de tutorat et d’étude, toutes menées en collaboration avec des Membres de l’OMD et de l’ONUDC et avec le soutien de ces derniers. Le rôle de l’OMD consiste également à encourager la coopération entre les services de lutte contre la fraude et le secteur privé afin de renforcer la sécurité de la chaîne logistique et de faciliter les échanges.

Le système ContainerCOMM de l’OMD est l’outil sécurisé et efficace utilisé par les UCP. L’OMD assure l’installation, la maintenance, les liens avec les bases de données commerciales et la formation. Le début du déploiement du Système de ciblage du fret de l’OMD aux niveaux des UCP a eu lieu en 2015. Le SCF est un logiciel développé par l’OMD ; il offre une capacité automatisée d’évaluation des risques. Il permet donc un déploiement efficace des ressources vers les conteneurs à haut risque et la facilitation des échanges, dans la mesure où il permet d’identifier plus efficacement et plus rapidement les cargaisons à haut risque avant l’inspection.

L’OMD dispose d’une équipe de base composée de personnel administratif et de formateurs. Le siège du Programme se trouve à Bruxelles, où est également basé le Coordonnateur principal du Programme.
La mission essentielle du PCC consiste à renforcer les capacités à long terme et à mettre en place des contrôles portuaires efficaces et pérennes par la création d’Unités de contrôle portuaire. Ces UCP permettent de mettre en œuvre une approche coordonnée du profilage, du ciblage et de l’inspection des conteneurs et du fret aérien. Elles sont situées dans des environnements sécurisés (généralement dans les ports et aéroports) et leurs effectifs se composent de fonctionnaires de première ligne qui ont suivi une formation structurée leur permettant de cibler et d’inspecter les conteneurs de manière efficace. La formation et l’équipement de ces unités sont conçus de sorte à assurer une progression durable des fonctionnaires, mais aussi des activités et résultats de ces derniers. Pour ce faire, des évaluations des besoins sont menées et soutenues par un concept de formation par phases et des séances de tutorat mises en œuvre tout au long du Programme.

**Equipement**

Une série d’outils et d’équipements sont fournis aux UCP, notamment du matériel de protection et de recherche de base, des kits de test sur le terrain pour l’identification préliminaire des stupéfiants et des substances chimiques, des ordinateurs et des dispositifs de communication radio chiffrée. Certaines UCP disposent également d’un matériel de bureau de base.

**Formation**

La formation s’articule en plusieurs phases : la première commence par une formation théorique de deux semaines, au cours de laquelle les fonctionnaires sont initiés aux techniques d’analyse des risques, de profilage et de ciblage. Ils sont également formés à l’inspection des chargements, aux sources d’information et aux mécanismes d’échange d’informations. La deuxième partie de cette phase consiste en une mise en pratique de ces connaissances dans l’environnement opérationnel, une fois encore pendant deux semaines. Cette formation est généralement dispensée dans les six à neuf mois suivant la création de l’UCP et constitue le socle des cours de formation spécialisés ultérieurs. Toutefois, ce délai est flexible et doit être adapté aux besoins et capacités de chaque UCP.

En fonction des résultats des fonctionnaires des UCP, des visites d’études sont organisées. Elles permettent de recevoir des enseignements directs de douaniers expérimentés et d’observer différentes techniques de travail susceptibles d’être utilisées dans leur port d’origine. Pour une efficacité optimale, les visites d’étude n’ont lieu qu’une fois les capacités opérationnelles développées et établies au sein de l’UCP.

Quand ces phases sont arrivées à leur terme, la majorité des fonctionnaires des UCP disposent des connaissances et de l’expérience nécessaires pour participer à des formations spécialisées sur des formes plus complexes de commerce illicite. Conformément à l’approche de formation des UCP, cette structure permet de renforcer les capacités des UCP à cibler et rechercher un large éventail de marchandises dans l’environnement des conteneurs.

Les formations avancées et spécialisées constituent une partie relativement récente du programme de formation. Dans le cadre d’une formation plus détaillée sur les violations des droits de propriété intellectuelle, la CITES, les précurseurs chimiques, la saisie et la gestion des éléments de preuve (COPES), ce programme de formation doit contenir des modules de formation d’une semaine abordant des sujets comme les substances nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques et explosives (NRBCE), les marchandises à double usage et d’autres obligations internationales incombant aux membres des UCP à inclure dans leur processus de profilage et d’analyse des risques.

Pour garantir que ces compétences de profilage soient continuellement maintenues et améliorées, un vivier d’experts assure un service régulier de tutorat. Celui-ci permet de fixer les connaissances à long terme et de garantir que la formation des fonctionnaires est homogène et que tous ont acquis la même gamme de compétences.

---

**Annexe D : Activités du PCC**

Rapport annuel 2015
Travail collaboratif

Le concept d’appropriation nationale et d’autonomisation est un principe central du PCC. Le Programme encourage activement la collaboration entre les services de lutte contre la fraude. L’amélioration de la coopération et du partage des informations entre les organisations permet en outre de renforcer les capacités de lutte contre la fraude. Elle facilite également les échanges licites en affinant le profilage des risques, permettant ainsi une prise de décisions plus éclairée et un meilleur ciblage des lots à risque.

Une partie de la méthodologie du Programme consiste à établir un accord formel de coopération entre l’ONUDC et les pays participants qui pose les fondations de cette coopération. Cet accord de haut niveau facilite la création des UCP inter-organisations grâce à des Protocoles d’accord.

ContainerCOMM

ContainerCOMM est le système d’échange d’informations en ligne de l’OMD. Mis au point et continuellement amélioré par l’OMD, il est au cœur du partage des informations et de la communication au sein du PCC. Ce système permet un échange chiffré d’informations et de renseignements entre les utilisateurs des ports et pays participants. ContainerCOMM relie entre elles toutes les UCP, permettant ainsi une communication sécurisée et facile d’accès. Le Programme fournit gratuitement le système informatique à toutes les UCP, aux formateurs et experts du PCC, aux organismes et organisations concernés et aux Membres de l’OMD, dans les pays développés comme dans les pays en développement. Les modèles de messages préformatés de ContainerCOMM pour les alertes, les retours d’information et les saisies sont disponibles en allemand, anglais, dari, espagnol, français, portugais, russe, ourdou et bientôt en vietnamien. Cette plate-forme de communication possède le potentiel nécessaire pour devenir le canal de communication mondial des ports en matière de commerce illicite.

Système de ciblage du fret de l’OMD

L’OMD a mis au point le SCF, un système fondé sur les données de manifeste de chargement et destiné aux chargements conteneuriés qui permet un ciblage plus rapide et plus efficace. Il offre un accès sécurisé aux données de fret commercial et stocke des informations sur les règles susceptibles d’être appliquées manuellement ou automatiquement. Il présente de nombreux avantages, dont le ciblage systématique et bien plus rapide des conteneurs en vue d’une inspection à partir d’informations avant l’arrivée et le départ des navires. En faisant en sorte que seuls les cargaisons à haut risque soient inspectées, les autorités douanières sont en mesure de faciliter le traitement de grandes quantités de fret à faible risque par des ports. Le SCF de l’OMD permet donc un déploiement plus efficace des ressources rares.

Saisie de 140 kilos de cocaïne dans le port de Cristobal, Panama ; Crédit photo : UCP Cristobal, Panama
Office des Nations unies contre la drogue et le crime

M. Ketil Ottersen
Coordonnateur principal du Programme
Direction Crime organisé
Vienne, Autriche
Tél. : (+43-1) 26060-5528
Courriel : ketil.ottersen@unodc.org
www.unodc.org

Organisation mondiale des douanes

M. Norbert Steilen
Coordonnateur principal du Programme
Directorat Contrôle et Facilitation (Lutte contre la fraude)
Bruxelles, Belgique
Tél. : (+32-2) 209 93 53
Courriel : norbert.steilen@wcoomd.org
www.wcoomd.org